

Les crédits

Monsieur le Président, encore une fois, je vous dis que le territoire de l'Est du Québec sera très bien desservi par un service VIA Rail qui entrera en vigueur au mois de janvier et je demande aux utilisateurs de trains de continuer à les prendre, et je dis bien de continuer à les prendre s'ils ne veulent pas avoir d'autres coupures pour l'avenir.

M. Ouellet: Monsieur le Président, je note la menace du député à la fin de ses remarques en disant: Continuez à les prendre, sinon on aura d'autres coupures.

Je pense que le député vient exactement de soulever le couvercle. On le sait, depuis que le gouvernement est conservateur, ça n'a été qu'un enterrement de première classe que l'on prépare au service de trains-voyageurs.

Ce que le gouvernement n'a jamais voulu avouer, c'est qu'il avait décidé au conseil des ministres de l'abolition pure et simple du service de transport-voyageurs. Le gouvernement canadien veut se retirer de ça.

Et, malgré les belles paroles que vient de nous dire le député, il a trahi la pensée conservatrice en terminant son discours en disant: Faites attention, parce qu'il y aura d'autres coupures! On le sait qu'il y a d'autres coupures qui s'en viennent. Le premier ministre du Québec le sait. Les maires des plus importantes municipalités du Québec qui sont touchées par ceci le savent, et surtout les travailleurs du rail le savent et c'est pour cela qu'ils nous demandent d'intervenir afin de changer cette décision effroyable qui va complètement sacrifier tout le domaine du transport par train de voyageurs au Canada.

Le gouvernement n'a fait que tergiverser dans ce domaine. Je n'ai pas à vous rappeler que dès le lendemain de la prise du pouvoir des conservateurs, ils ont premièrement imposé un gel sur les commandes qu'avait placée la compagnie VIA Rail pour l'achat de locomotives et de trains-voyageurs neufs. Deuxièmement, ils ont mis un gel sur les projets de construction d'ateliers de réparations qui devaient être construits dans les différentes régions du pays pour permettre à la compagnie VIA Rail de réparer elle-même ses trains et ses locomotives sans être obligée de dépendre du Canadien National et du Canadien Pacifique qui lui chargeaient des coûts excessifs pour réparer et entretenir ses trains de passagers et ses locomotives.

En terminant, finalement, c'est ce gouvernement qui a créé une commission, la Commission Horner, qui a coûté des centaines de milliers de dollars pour faire un rapport qui recommandait justement au gouvernement de donner un mandat précis et de consacrer des sommes supplémentaires à la Corporation VIA Rail. Ce rapport Horner a été jeté dans le dernier tiroir, ignoré par le gouverne-

ment conservateur parce que, justement, il allait à l'encontre des vues et des politiques du gouvernement conservateur. Non seulement ils ne voulaient pas donner plus d'argent à VIA Rail, mais ils veulent tout simplement que VIA Rail soit étouffée et meure de sa belle mort. Cela se fera envers et contre nous, monsieur le Président!

[Traduction]

M. Ross Belsher (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur le Président, j'ai entendu dire au cours du débat cet après-midi que le comité avait délibéré contre le voeu du gouvernement. Je puis vous dire que je n'ai entendu personne du gouvernement se prononcer contre les audiences du comité. Le ministre avec qui je travaille n'a jamais dit que le comité permanent ne devait pas siéger. Le comité a pris lui-même cette initiative parce que les comités sont maîtres de leur destinée.

• (1430)

Il est malheureux toutefois que le comité permanent n'ait pas été plus constructif dans son rapport et dans ses recommandations. Il ne fait que réclamer un moratoire. La belle affaire! Nous dépensons sans compter. C'est parce que nous n'avons plus d'argent que nous adoptons ce programme.

Nous n'avons pas pris à la hâte la décision de couper les subventions à VIA Rail, décision qui n'a pas été facile. Elle est un compromis entre les besoins de transport et les réalités financières qui ne peuvent être escamotées. Personne de l'opposition ne semble vouloir aborder la question de la responsabilité financière. L'opposition ne fait que répéter: «Dépensez plus. Continuez de dépenser autant et tout ira pour le mieux.» Tout n'ira pas pour le mieux.

Les Canadiens nous ont élus pour diriger le pays, et c'est exactement ce que nous allons faire. Je sais que l'adaptation sera difficile pour certains. Des décisions difficiles s'imposent néanmoins.

Le nouveau réseau reliera comme avant le pays de Vancouver à Halifax. À entendre les députés de l'opposition, il n'existe plus de système de transport national. Sottise! On pourra encore prendre le train à Halifax et aller jusqu'à Vancouver. De bonnes liaisons seront maintenues entre l'est et le centre du Canada, et le service restera efficace dans le couloir Québec-Windsor, offrant ainsi aux Canadiens d'un océan à l'autre un réseau non seulement national mais durable et peu coûteux. Nous pourrions enfin développer le réseau en partant d'une bonne base.